



COMPTES ADMINISTRATIFS 2020

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE

En vertu des articles L 2313-1 et L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Cette note a pour objet de présenter les principales informations et évolutions des comptes administratifs du budget principal de la communauté de communes et des budgets annexes, dans un contexte de contraction de l'activité économique, liée aux mesures de confinement de la crise sanitaire. Cette situation particulière n'a pas eu d'effet sur le niveau de recettes communautaires en 2020, malgré les remises octroyées au gestionnaire du port de plaisance et aux commerçants du port, et ce, en raison d'un niveau élevé de recettes fiscales.

Le compte administratif 2020 retrace l'ensemble des mandats et des titres de recettes de la Communauté de communes.

La présente note répond à cette obligation. Elle sera disponible sur le site Internet de la ville.

La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE dispose de 8 budgets :

- Le budget principal de la Communauté de communes,
- Le budget annexe « GEMAPI »
- Le budget annexe « ZAE Les Bruyères »
- Le budget annexe « ZAE Palu de Bert »
- Le budget annexe « Extension ZAE Palu de Bert »
- Le budget annexe « Extension ZAE La Meule »
- Le budget annexe « ZAE du Guadet »
- le budget annexe « Indemnisation Immeuble Le Signal »

1 BUDGET PRINCIPAL

A la clôture de l'exercice 2020, le compte administratif du budget principal fait apparaître un résultat global de 4 808 910,37 € se décomposant comme suit :

- Investissement : - 1 778 601,71 €
- Fonctionnement : 6 587 512,08 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien. Elle regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communautaires.

Fonctionnement - Dépense	18 433 214,72 €
011 - Charges à caractère général	1 726 362,28 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	2 259 074,82 €
014 - Atténuations de produits	7 790 131,81 €
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00 €
023 - Virement à la section d'investissement	0,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	521 676,25 €
65 - Autres charges de gestion courante	5 882 773,25 €
66 - Charges financières	252 941,31 €
67 - Charges exceptionnelles	255,00 €
Fonctionnement - Recette	25 020 726,80 €
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	3 374 036,31 €
013 - Atténuations de charges	54 968,42 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	71 646,21 €
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 327 611,74 €
73 - Impôts et taxes	17 013 015,57 €
74 - Dotations, subventions et participations	2 294 953,94 €
75 - Autres produits de gestion courante	22 502,76 €
77 - Produits exceptionnels	31 991,85 €
78 - Reprises sur amortissements et provisions	830 000,00 €
RESULTAT	6 587 512,08 €

Le chapitre 011 présente les dépenses à caractère général pour le fonctionnement des structures et des services : eau, électricité, téléphone, chauffage, carburant, fournitures administratives, frais d'affranchissement, livres de bibliothèque, les fournitures et travaux d'entretien des bâtiments, les impôts et taxes payées par la commune, les primes d'assurance.

Le chapitre 012 regroupe toutes les dépenses de personnel permanent et saisonnier, à temps complet ou à temps partiel. En 2020, la communauté de communes comportait 147 agents, tous statuts confondus, représentant une charge de rémunération brute totale de 2 136 702 €.

Le chapitre 014 recense notamment de l'attribution de compensation aux communes (2 088 197 €), le versement au FNGIR (3 502 420 €) et le reversement de taxe de séjour à l'office de tourisme.

Le chapitre 65 retrace notamment les paiements de la cotisation au SDIS et au Parc Naturel Régional, du reversement au SMICOTOM, du versement des indemnités et cotisations des élus, des subventions de fonctionnement aux associations.

Le chapitre 66 port sur le remboursement des intérêts de la dette.

Le chapitre 67 comprend les charges exceptionnelles

Le chapitre 013 comprend les remboursements de rémunérations et charges de personnel suite aux arrêts maladie et accidents de travail.

Le chapitre 70 comptabilise les paiements effectués au titre des redevances domaniales et d'exploitation par le gestionnaire du port de plaisance et les services facturés aux communes dans le cadre des services mutualisés (surveillance des plages et démoustication)

Le chapitre 73 représente 68 % des recettes de fonctionnement. Il comprend de nombreuses recettes mais les plus importantes restent celles générées par la fiscalité locale, conformément aux taux votés par le Communauté de communes¹.

Article 73 111 : Taxe d'habitation et Cotisation foncière des entreprises :	5 001 488,00 €
Article 73 112 : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises :	971 647,00 €
Article 73 113 : Taxe sur les surfaces commerciales :	288 277,00 €
Article 73 114 : Imposition forfaitaire sur les réseaux :	473 261,00 €
Article 7318 : Autres impôts locaux ou assimilés :	11 454,00 €
Article 73211 : Attribution de compensation perçues	65 646,00 €
Article 7331 TEOM :	4 524 031,00 €
Article 7362 Taxe de séjour :	2 174 791,57 €

Le chapitre 74 concerne les dotations de l'Etat dont la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que les compensations de l'Etat au titre des diverses exonérations sur les impôts locaux.

Article 74124 : dotation d'intercommunalité :	978 573,00 €
Article 74126 : dotation de compensation :	550 296,00 €

Le chapitre 75 comporte le remboursement et de divers avoirs.

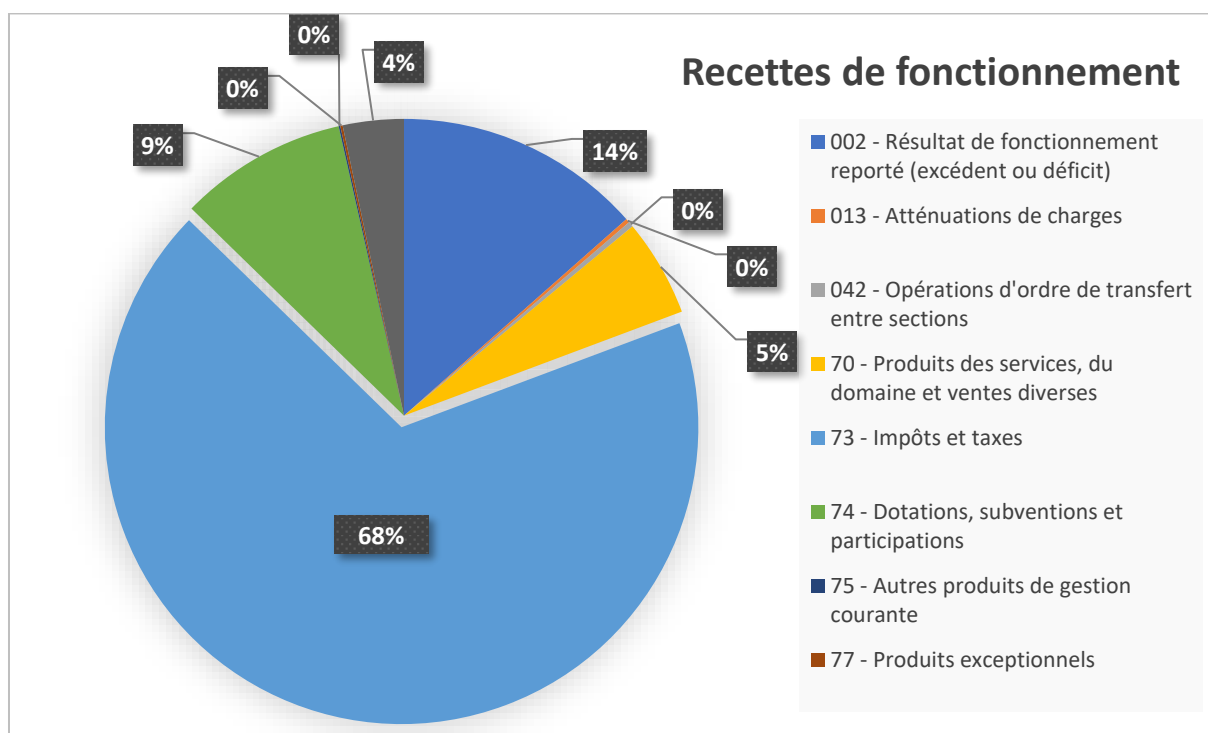
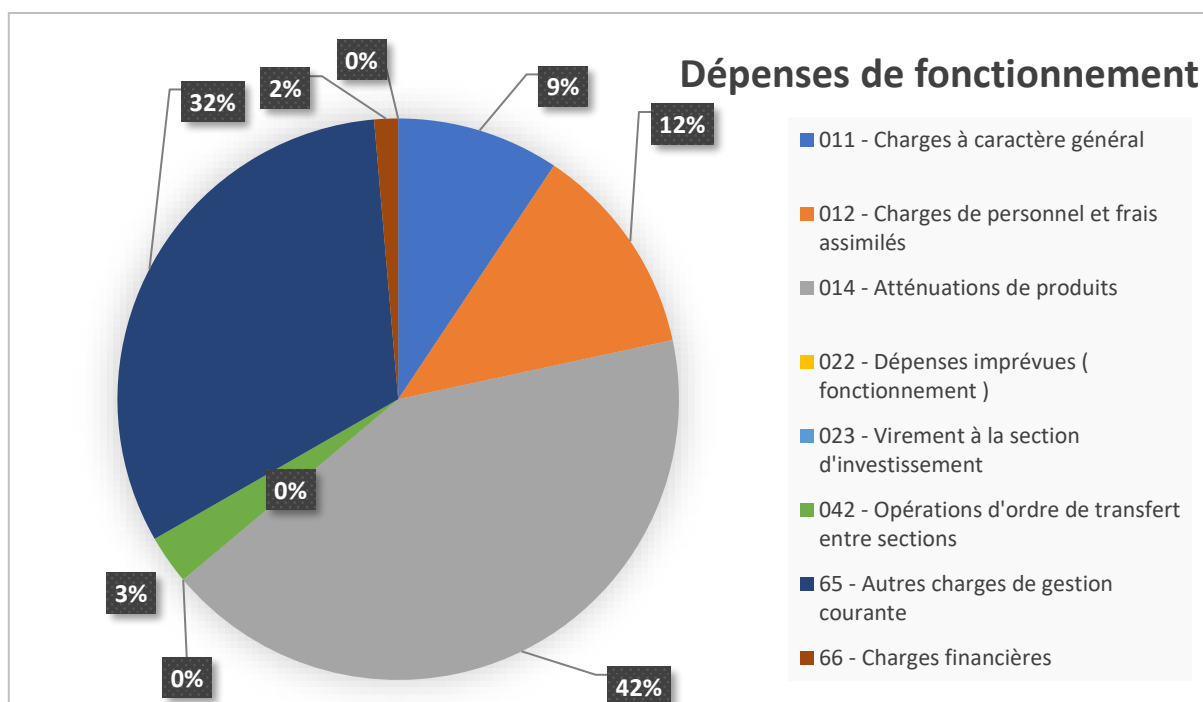
Le chapitre 77 recense des produits exceptionnels.

Le chapitre 78 comptabilise la reprise des provisions semi-budgétaires pour 830 000,00 € correspondant au déblocage de la provision de risque contentieux « Port Médoc »

Le chapitre 042 concerne les opérations d'ordre budgétaires.

¹

Taux Cotisation Foncière des Entreprises 2020:	26,18 %
Taux Taxe Foncière sur les propriétés bâties 2020:	0,00 %
Taux Taxe Foncière sur les propriétés non bâties 2020:	1,98 %



SECTION D'INVESTISSEMENT

Investissement - Dépense	5 073 724,75 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	71 646,21 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	795 537,82 €
20 - Immobilisations incorporelles	266 892,00 €
204 - Subventions d'équipement versées	94 044,00 €
21 - Immobilisations corporelles	692 164,56 €
23 - Immobilisations en cours	3 028 406,16 €
27 - Autres immobilisations financières	125 034,00 €
Investissement - Recette	3 295 123,04 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 339 057,36 €
021 - Virement de la section de fonctionnement	0,00 €
024 - Produits de cessions	0,00 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	521 676,25 €
10 - Dotations, fonds divers et réserves	528 045,27 €
13 - Subventions d'investissement	375 857,50 €
23 - Immobilisations en cours	360 379,30 €
27 - Autres immobilisations financières	170 107,36 €
RESULTAT	-1 778 601,71 €

Les dépenses d'investissement ont principalement porté sur :

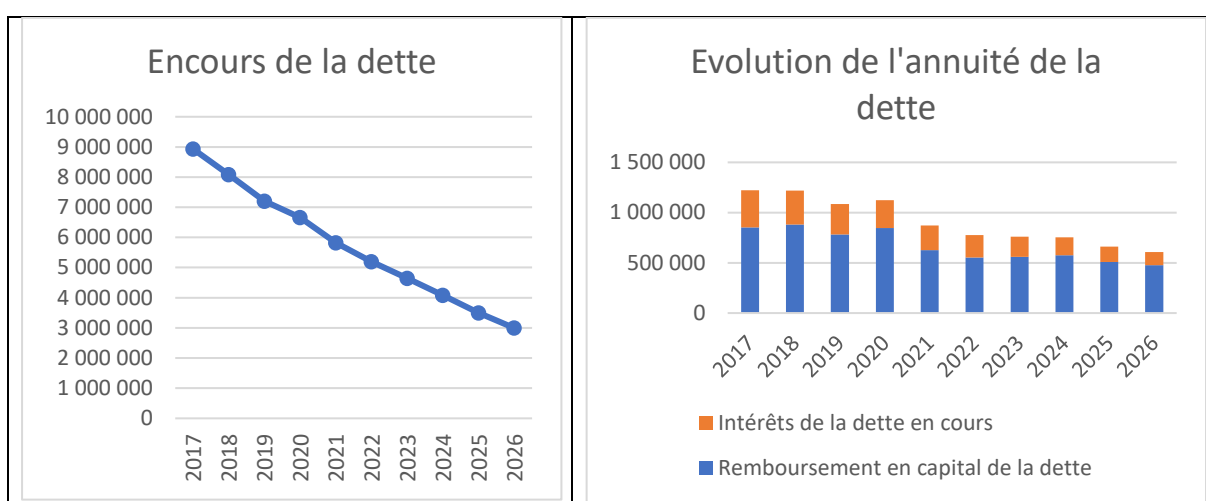
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	266 892,00 €
Maîtrise d'œuvre et assistance pour le SCOT	57 600,00 €
Etudes relatives à la réalisation des études préalables au projet de Golf, à la création d'un appontement fluvial à Port Médoc et à l'ancienne gare du Verdon sur Mer	195 691,20 €
Publicité assistance à maîtrise d'ouvrage sur le golf	540,00 €
Acquisition de logiciels : urbanisme (GNAU), accès distant au serveur (télétravail) et logiciel de dessin (GEMAPI).	13 060,80 €
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	94 044,00 €
Desserte en fibre optique du territoire	
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles (hors RAR en dépenses) :	692 164,85 €
Déplacement réseau copropriété de la plage	2 980,36 €
Déplacement réseau copropriété de la plage	5 520,00 €
Acquisition de matériels et outillages des ST pour la voirie.	21 948,00 €
Réparation de dégradations sur l'aire d'accueil des gens du voyage, outillages à mains des ST	12 181,16 €
Maîtrise d'œuvre, installations générales, agencement et Aménagement des constructions (Office de Tourisme, tiers-lieu)	420 716,28 €
Travaux de remise en état des berges de Saint Vivien et pose d'une alarme dans les locaux urba/ST	34 736,22 €

Acquisition de véhicules terrestres pour le service démoustication (2 utilitaires), les ST (Duster), la surveillance des plages (3 polaris) et le Ram (1 Kangoo).	119 748,54 €
Acquisition de matériels informatiques pour les services, permettant le travail à distance, l'équipement du tiers-lieu et du pôle urba/ST	30 382,01 €
Acquisitions de mobiliers pour les besoins des services communautaires, des postes de secours et du tiers-lieu	36 336,09 €
Petits matériels nécessaires au fonctionnement des postes de secours	7 615,90 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours (hors RAR en dépenses) :	3 068 406,16 €
Etudes et maîtrise d'œuvre pour la réalisation du pôle voile	43 540,89 €
Honoraires d'études et maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du PS carcans plage et de Maubuisson	7 446,00 €
Travaux de réhabilitation des pistes cyclables et des routes d'intérêt communautaire, du plan plage du Lion et de la promenade de la Chambrette	2 641 441,40 €
Travaux de pose d'alarme et de réparation de la toiture du hangar des ST Sud :	28 508,17 €
Avances versées aux titulaires des marchés	307 469,70 €
Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées	795 537,82 €
Ces dépenses correspondent au remboursement du capital de la dette.	
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	125 034,00 €
Dépôt de garantie pour la location du local du Service de démoustication	1 500,00 €
Avance consentie aux budgets annexes de l'extension de la Meule et du Guadet	23 534,00 €
Dispositif d'aides aux entreprises	100 000,00 €

2 STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE CONTRACTEE

En 2021 et à volume constant, l'encours de la dette ressort à 5 819 235 € (soit une baisse de 12,69 %) et l'annuité de la dette (capital +intérêt) diminuerait de 251 656 € (soit une baisse de 22,42 %).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital Restant Dû	7 197 135	6 664 772	5 819 235	5 193 125	4 638 832	4 078 494	3 502 131	2 995 247
Evolution n-1	- 10,90%	- 7,40%	- 12,69%	- 10,76%	- 10,67%	- 12,08%	- 14,13%	- 14,47%
Remboursement en capital	782 362	845 537	626 110	554 292	560 338	576 362	506 883	476 054
Evolution n-1	- 11,26%	8,07%	- 25,95%	- 11,47%	1,09%	2,86%	- 12,05%	- 6,08%
Intérêts de la dette	302 300	276 267	244 038	220 454	198 748	176 541	153 781	132 359
Evolution n-1	- 10,26%	- 8,61%	- 11,67%	- 9,66%	- 9,85%	- 11,17%	- 12,89%	- 13,93%



A la faveur d'une action de maîtrise des dépenses et de l'endettement conduite ces dernières années, la situation financière de la Communauté de Communes est maîtrisée ce qui permet d'envisager une politique d'investissement et un recours à l'emprunt raisonnables.

	2018	2019	2020	Evolution
Recettes Réelles de Fonctionnement	18 677 761,19 €	19 633 522,78 €	21 575 044,28 €	15,51%
Report n-1 (PM)	600 000,00 €	600 000,00 €	3 374 636,31 €	
Dépenses Réelles de Fonctionnement	16 660 011,47 €	16 416 743,63 €	17 911 538,47 €	7,51%
Capacité d'Autofinancement (CAF) Brute	2 017 749,72 €	3 216 779,15 €	3 663 505,81 €	81,56%
Remboursement Capital/an	930 902,08 €	782 362,00 €	845 537,00 €	-9,17%
Capacité d'Autofinancement (CAF) Nette	1 086 847,64 €	2 434 417,15 €	2 817 968,81 €	159,28%
Encours de la Dette en capital	8 428 037,14 €	7 497 135,06 €	6 664 772,64 €	-20,92%
Ratio de capacité de désendetttement en nbre d'années	4,18	2,33	1,82	

3 BUDGETS ANNEXES

3.1 Le budget annexe « GEMAPI »

Le budget annexe « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) a été créé en 2018 afin de suivre l'utilisation de la taxe GEMAPI instaurée la même année sur la base d'un produit fiscal attendu, déterminé sur la base de 15 €/habitant et ventilé sur les taxes foncières.

Fonctionnement - Dépense	818 910,25 €
011 - Charges à caractère général	313 514,13 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	148 844,45 €
014 - Atténuations de produits	7 761,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 994,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	342 796,67 €
Fonctionnement - Recette	1 051 303,33 €
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	364 749,33 €
73 - Impôts et taxes	686 554,00 €
74 - Dotations, subventions et participations	0,00 €
RESULTAT	232 393,08 €

Investissement - Dépense	1 506 118,29 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	160 290,69 €
020 - Dépenses imprévues (investissement)	0,00 €
041 - Opérations patrimoniales	72 522,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	0,00 €
20 - Immobilisations incorporelles	95 427,90 €
204 - Subventions d'équipement versées	70 780,83 €
23 - Immobilisations en cours	1 107 096,87 €
Investissement - Recette	1 544 298,88 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 994,00 €
041 - Opérations patrimoniales	72 522,00 €
10 - Dotations, fonds divers et réserves	316 165,45 €
13 - Subventions d'investissement	1 074 877,11 €
23 - Immobilisations en cours	74 740,32 €
RESULTAT	38 180,59 €

RESULTAT GENERAL	270 573,67 €
-------------------------	---------------------

Les dépenses d'investissement 2020 ont principalement porté sur :

- Les dépenses d'études portent principalement sur la stratégie de gestion du trait de côte entre la Négade et Naujac sur Mer (23 661,90 €), et la programmation des travaux de protection de Soulac sur Mer prévus dans la stratégie (71 766 €). 95 427,90 €
- Subventions versées à l'université de Bordeaux pour le suivi archéologique (34 310 €) et à la commune de Lacanau pour l'accomplissement de sa stratégie (36 470,83 €). 70 780,83 €

- Règlements des études, travaux relatifs aux opérations de rechargement de la plage de Carcans, de la plage Sud de Soulac sur mer et Vendays Montalivet. Travaux réalisés sur la digue du Bas Médoc, sur les communes de Talais, Saint Vivien de Médoc et Jau-Dignac et Loirac. 1 107 096,87 €

3.2 Le budget annexe « ZAE Les Bruyères »

Ce budget retrace les coûts d'aménagement de la zone d'activité économique située à Hourtin et les recettes liées à la commercialisation et à la vente des lots.

En 2020, les recettes générées par la vente des lots s'établissent à 152 160 €.

Les dépenses 2020 comprennent :

- Le paiement études et prestation de services (280,00 €)
- Le règlement des travaux réalisés par ENEDIS et ETEN environnement (25 263,08 € HT)
- Les charges financières de l'emprunt (5 050 €)
- Le remboursement du capital de la dette (50 000 €)

3.3 Le budget annexe « ZAE Palu de Bert »

Ce budget retrace les coûts d'aménagement de la zone d'activité économique située à Soulac sur Mer et les recettes liées à la commercialisation et à la vente des lots. Les derniers lots ayant été vendus, il convient de solder les engagements en dépenses, avant de clore le budget annexe. En 2020, les dépenses et les recettes ont été nulles.

3.4 Le budget annexe « Extension ZAE Palu de Bert »

Ce budget retrace les coûts d'aménagement de l'extension de 12 lots de la zone d'activité économique située à Soulac sur Mer et les recettes liées à la commercialisation et à la vente des lots. En 2020, aucun lot n'a été commercialisé et vendu.

3.5 Le budget annexe « Extension ZAE La Meule »

Ce budget retrace les coûts d'aménagement de l'extension d'une dizaine de lots de la zone d'activité économique située à Lacanau et les recettes liées à la commercialisation et à la vente des lots.

Les dépenses réelles (14 609 €) réalisées en 2020 correspondent aux dépenses pré-opérationnelles à l'aménagement de la zone.

3.6 Le budget annexe « ZAE du Guadet »

Ce budget retrace les coûts d'aménagement en vue de la création d'une zone d'activité économique Queyrac et les recettes liées à la commercialisation et à la vente des lots.

3.7 Le budget annexe « Indemnisation Immeuble Le Signal »

Créé en 2019 pour accueillir la subvention de 7 millions d'euros de l'Etat nécessaire à la résolution de l'indemnisation des copropriétaires de l'immeuble Le Signal, ce budget annexe est devenu sans objet du fait de la modification du dispositif d'indemnisation qui interviendra exclusivement par la voie étatique. Ce budget annexe sera donc clos en 2021.